

GLOSSAIRE DU GREENWASHING DE L'AGROBUSINESS



Le système alimentaire mondial est défaillant. Il est responsable d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre et est le principal facteur à l'origine de l'effondrement de la biodiversité mondiale. Pendant ce temps, 1 personne sur 10 dans le monde se couche le ventre vide, tandis que des centaines de millions d'autres souffrent de diabète, d'obésité, de cancers et d'autres problèmes de santé causés par une alimentation malsaine. Le système alimentaire mondial est même un facteur majeur de l'émergence de nouvelles maladies et pandémies.

Depuis des décennies, les mouvements sociaux et les communautés luttent pour construire et maintenir des alternatives. Un grand nombre de ces mouvements en sont venus à revendiquer leur appartenance à un mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire, dans lequel la production alimentaire est centrée sur les besoins et les cultures des communautés locales et sur la protection des environnements et des territoires locaux, et non sur les profits de lointaines multinationales. Ces pratiques agricoles de terrain s'appuient sur les connaissances que les communautés autochtones et agricoles ont développées au fil des générations et qui offrent des moyens concrets de faire face à la crise climatique. De nombreux mouvements qualifient ces pratiques d'« agroécologie ».

La souveraineté alimentaire et l'agroécologie représentent un défi majeur pour les intérêts des grandes entreprises de l'alimentation et de l'agrobusiness qui profitent du système alimentaire mondial actuel. Ces systèmes alimentaires nuisent aux profits des grandes entreprises. Ils n'utilisent pas les organismes génétiquement modifiés (OGM), les semences hybrides ou les intrants chimiques vendus par les multinationales de l'agrobusiness, et ne fournissent pas non plus les produits agroalimentaires uniformes qui approvisionnent les exploitations industrielles ou les usines de transformation des grandes sociétés agroalimentaires. À mesure que ces mouvements sociaux se sont renforcés et que la souveraineté alimentaire et l'agroécologie sont de plus en plus considérées comme des solutions nécessaires à la crise climatique, les grandes entreprises agroalimentaires et agro-industrielles ont intensifié leurs efforts pour les affaiblir.

L'une des principales tactiques utilisées par les grandes entreprises agroalimentaires et agro-industrielles est le greenwashing (aussi appelé « écoblanchiment »). Le greenwashing est une stratégie de marketing ou de publicité dans laquelle les entreprises reconnaissent l'existence de problèmes environnementaux, mais utilisent ensuite des informations fausses ou trompeuses pour donner l'impression qu'elles-mêmes et les produits qu'elles vendent apportent des solutions à ces problèmes. En consultant les sites web des multinationales agroalimentaires et agro-industrielles ou en parcourant leurs rapports annuels, on pourrait penser que leur mission est de lutter contre le changement climatique et de sauver la planète. Elles se disent déterminées à mettre fin à la déforestation, à résoudre la crise climatique, à enrayer la perte de biodiversité et à éradiquer la faim. Elles prétendent également défendre les droits humains, notamment ceux des peuples autochtones sur leurs terres et territoires. Et pourtant, elles continuent à vendre les mêmes produits et à promouvoir les mêmes modèles de production et de consommation alimentaires qui tuent la planète et détruisent le contrôle des populations sur leurs territoires et la biodiversité. De la même manière que les compagnies de combustibles fossiles, comme Shell et Exxon, ont utilisé le greenwashing pour donner l'impression qu'elles prenaient le changement climatique au sérieux, les multinationales alimentaires et agro-industrielles recourent à la même méthode pour semer la confusion dans l'esprit des gens et bloquer les actions qui mettraient en danger leurs profits.

Dans les pages qui suivent, nous essayons d'identifier et de démystifier certains des concepts clés du greenwashing et les fausses solutions que les grandes entreprises agroalimentaires et agro-industrielles utilisent pour faire échouer toute action efficace contre la crise climatique.

« Zéro émission nette »

Selon les Nations Unies, le concept « zéro émission nette » signifie que « les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont réduites à un niveau aussi proche que possible de zéro, les émissions restantes présentes dans l'atmosphère étant réabsorbées ». En d'autres termes, réductions + absorptions = zéro émission de GES. En 2015, les gouvernements du monde entier ont convenu d'atteindre « zéro émission nette » d'ici 2050, et depuis lors, il y a eu une avalanche d'engagements « zéro net » de la part des gouvernements, ainsi que d'engagements volontaires « zéro net » de la part de grandes entreprises.



Le problème avec les engagements « zéro net » des entreprises, cependant, c'est qu'ils sont loin de correspondre à un véritable « zéro ». Les grandes entreprises utilisent simplement la formule du « zéro net » pour éviter une réduction conséquente de leurs émissions. Elles prétendent qu'elles n'ont pas à réduire leurs émissions, car elles peuvent les compenser par des projets qui absorbent le carbone de l'atmosphère en plantant des arbres, en protégeant les forêts ou en recourant à la géo-ingénierie. C'est une supercherie.

Par exemple, le plan « zéro net » de Nestlé consiste à augmenter ses ventes de produits alimentaires – à base de produits laitiers, de viande et d'autres produits agricoles fortement émetteurs – de deux tiers entre 2020 et 2030. Pour compenser ces émissions, Nestlé s'engage à planter des arbres et à protéger des forêts. Mais pour ce faire, l'entreprise aura besoin de plus de 4 millions

d'hectares de terres *chaque année* pour planter des arbres ou délimiter des zones de conservation, soit une superficie supérieure à celle de son pays d'origine, la Suisse. Ces chiffres n'ont pas de sens, et Nestlé n'est qu'une des centaines d'entreprises qui envisagent de planter des arbres pour compenser leurs émissions.

La seule façon d'arriver véritablement à zéro d'ici 2050 est d'éliminer toutes les émissions de gaz à effet de serre, sauf les plus essentielles. Les émissions de Nestlé et d'autres multinationales agroalimentaires et agro-industrielles ne sont pas essentielles. Il existe des systèmes alimentaires alternatifs faiblement émetteurs qui peuvent nourrir le monde sans elles.

Pour plus d'informations :

- Corporate Accountability, Coalition Mondiale des Forêts, Amis de la Terre International, La grosse arnaque : Comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda « zéro émission nette » pour retarder, tromper et nier l'action climatique.
- Amis de la Terre International, 2021, À la poursuite de chimères carbonées : Les concepts trompeurs des marchés du carbone et du « zéro émission nette »,
- Grain, 2021, Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières

Compensations carbone

Les compensations carbone sont un mécanisme par lequel un gouvernement ou une entreprise achète des crédits générés par des projets qui évitent, réduisent ou éliminent des gaz à effet de serre (GES) pour compenser ses propres émissions. Ce qui s'échange sur les marchés du carbone, ce sont essentiellement des permis de polluer.

Dans certains pays, comme le Royaume-Uni, la Chine, la Nouvelle-Zélande ou la République de Corée, il existe des réglementations qui obligent les entreprises à éliminer progressivement leurs émissions de gaz à effet de serre, mais leur permettent de vendre ou d'acheter des « droits » ou des crédits à d'autres entreprises pour compenser les émissions excédant le maximum autorisé. Il s'agit de marchés carbone obligatoires également appelés systèmes d'échange de quotas d'émission (SEQE). Cependant, la plupart des projets de compensation carbone vendent des crédits sur des marchés volontaires où les critères sont plus souples et les prix des crédits carbone sont près de dix fois inférieurs. Bien que ces crédits ne puissent pas (encore) être utilisés pour les réductions d'émissions officielles de chaque pays, ils ont pour effet de réduire la valeur des crédits sur les marchés obligatoires et servent à des fins de relations publiques pour les entreprises qui prétendent compenser leurs émissions. La demande augmente sur les marchés volontaires parce que les engagements « **zéro net** » des entreprises s'appuient fortement sur les compensations comme moyen d'éviter des réductions directes de leurs émissions. En 2021, les compensations provenant des forêts et des terres ont augmenté de 159 %, et représentent un tiers du total des crédits.

Il existe aujourd'hui tout un secteur d'entreprises, de consultants et d'ONG qui travaillent pour générer des compensations par le biais de programmes tels que des plantations d'arbres à grande échelle ou des programmes agricoles qui prétendent restaurer le carbone dans les sols. Ces programmes ne sont régis par aucune norme ou mesure établie et rigoureuse, et le secteur des compensations carbone est gangrené par de nombreux cas d'arnaques et de calculs biaisés. De plus, les projets sont souvent situés dans les zones rurales des pays du Sud, où le coût des projets et le prix du carbone sont plus bas, ce qui a des répercussions sur l'accès des populations locales aux terres, à l'eau et aux forêts. Pourtant, les communautés locales participant à des projets de compensation reçoivent parfois une part infime de la valeur des crédits carbone vendus, voire aucune compensation. Cet accaparement des terres dans les pays du Sud destiné à la compensation massive des émissions a été qualifié de colonialisme du carbone.

Pour plus d'informations :

- Camila Moreno, Daniel Speich Chassé et Lili Fuhr, 2016, Carbon metrics. Global abstractions and ecological epistemicide
- Amis de la Terre International, 2022, Le pari fossile sur l'avenir repose sur un château de cartes
- Indigenous Environmental Network, ETC Group, et al., 2021, Hoodwinked in the Hothouse

Solutions fondées sur la nature

Le terme « solutions fondées sur la nature » (SFN) a été initialement inventé par de grandes ONG de conservation pour les aider à lever des fonds en mettant l'accent sur les multiples avantages offerts par les forêts préservées. De nos jours, il est principalement utilisé par les multinationales et les États pour promouvoir **les compensations carbone** afin de respecter leurs engagements « **zéro net** ». Parmi les principaux prédécesseurs des SFN figurent des projets pilotes financés par la Banque mondiale pour estimer la valeur monétaire des services écosystémiques et proposer des solutions basées sur le marché pour conserver la biodiversité et lutter contre le changement climatique. Selon ce discours, la « nature », sous la forme de forêts protégées, de zones humides, d'océans et même de terres agricoles et de plantations d'arbres, peut être exploitée pour éliminer 37 % du total des émissions de GES qui se sont accumulées dans l'atmosphère. Et les entreprises affirment que ces absorptions peuvent être quantifiées et leur être vendues afin qu'elles puissent continuer à polluer. Après l'adoption de la première définition officielle - et extrêmement large - des SFN par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, un large éventail d'activités relève désormais de cette catégorie.

Déjà, la demande liée à ces « solutions fondées sur la nature » suscite un empressement à délimiter et enclore de vastes étendues de terres. Le géant pétrolier français Total, par exemple, est en train de mettre en place une exploitation forestière de 40 000 ha sur des terres habitées par des populations autochtones pygmées en République du Congo pour verdir son image et compenser un projet d'exploration pétrolière écologiquement désastreux. D'autres multinationales énergétiques européennes, Eni et Shell, devront chacune délimiter des zones et planter des arbres sur plus de 8 millions d'hectares chaque année pour compenser les émissions de combustibles fossiles qu'elles prévoient de maintenir jusqu'en 2050. D'autres projets de compensation de type « solutions fondées sur la nature » poursuivis par ces sociétés et d'autres visent à créer des puits de carbone dans de vastes zones de terres agricoles grâce à des programmes d'**agriculture carbone**.

Les « solutions fondées sur la nature » sont décrites à juste titre comme des « spoliations fondées sur la nature » en raison des accaparements massifs de terres et de forêts communautaires qu'elles entraînent, en particulier dans les pays du Sud. Mais elles reposent aussi fondamentalement sur une supercherie. Elles supposent que les émissions provenant de la combustion de combustibles fossiles peuvent être absorbées en permanence en quantités égales dans les forêts, les sols et les océans. Cette fausse équation est largement rejetée par les climatologues.

Pour plus d'informations :

- *Alianza Biodiversidad, AFSA, ETC Group, Focus on the Global South, GRAIN, FoEI, ICA, IEN at WRM, 2022, Conférence de presse le 15 mars : Non aux solutions fondées sur la nature !*
- *GRAIN, 2021, Greenwashing des entreprises : le « zéro net » et les « solutions fondées sur la nature » sont des escroqueries meurtrières*
- *Mouvement mondial pour les forêts tropicales, 2021, Solutions fondées sur la nature : dissimuler un immense accaparement des terres*



« Zéro » déforestation

La déforestation est l'un des principaux facteurs du changement climatique et de la perte de biodiversité, et l'attention internationale sur cette question s'est renforcée. En réponse, les plus grandes entreprises alimentaires du monde ont convenu en 2010 d'éliminer la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement avant 2020. Elles ont pris un engagement similaire de « déforestation zéro » lors du Sommet des Nations Unies sur le climat en 2014 et un autre lors du Sommet sur le climat de 2021. Un tiers de l'argent nécessaire pour y parvenir est censé provenir d'investisseurs et de gestionnaires d'actifs du secteur privé. Mais les engagements volontaires n'ont rien fait pour ralentir le rythme de la déforestation. Aujourd'hui, une superficie de forêt équivalente à 27 terrains de football est détruite chaque minute et le taux de déforestation en Amazonie brésilienne a atteint un niveau record pendant le premier semestre 2022.

La majeure partie de la déforestation est causée par la production de denrées agricoles échangées sur le marché mondial, comme le bœuf, le soja et l'huile de palme. Tant que la production et la demande de ces denrées continueront de croître, la déforestation se poursuivra. Mais les entreprises agroalimentaires et agro-industrielles tentent de jouer sur les deux tableaux : elles veulent rejeter toute responsabilité dans la déforestation, mais elles ne prennent aucune mesure pour réduire leur demande des produits agricoles qui en sont la cause. Au lieu de cela, elles créent et soutiennent des normes pour une « agriculture intelligente face au climat » et adhèrent à des programmes de certification plus efficaces pour verdir l'image de leurs produits que pour prévenir la déforestation.

Les plans « zéro déforestation » des entreprises comportent de nombreuses échappatoires et leurs mécanismes d'application et de redevabilité sont insuffisants. Ils ne s'appliquent qu'à certains types de produits et à certains types de forêts et ne tiennent pas compte de la déforestation historique ou indirecte. Cargill peut acheter du maïs « zéro déforestation » sur des terres qui ont été déboisées et arrachées aux communautés il y a seulement une dizaine d'années. Unilever peut acheter de l'huile de palme « zéro déforestation » provenant de plantations qui ont détruit des forêts communautaires dont la « haute valeur de conservation » n'a pas été reconnue. Bunge peut acheter du soja « zéro déforestation » provenant de pâturages convertis dans les savanes brésiliennes, même si l'on sait que cela déplace la production de bétail dans la forêt amazonienne.

De plus, lorsque des multinationales sont prises en flagrant délit de violation de leurs propres systèmes de certification, comme cela se produit régulièrement, les conséquences sont limitées, car les systèmes sont volontaires et non contraignants. Nestlé et la Deutsche Bank, par exemple, ont signé l'engagement « zéro déforestation » de 2014, mais ont continué d'acheter et de financer la production de bœuf auprès d'entreprises qui s'approvisionnent en bétail provenant de zones déboisées illégalement en Amazonie. Lorsqu'elles sont questionnées sur ces échecs répétés en matière de mise en application et de traçabilité, les multinationales balayent ces éléments d'un revers de main en affirmant qu'elles travaillent avec de nouvelles technologies, comme la blockchain, qui sont encore en phase pilote. En attendant, leurs labels « zéro déforestation » continuent de donner une image verte aux aliments produits avec les matières premières agricoles qui sont à l'origine de la déforestation, ce qui encourage ensuite une production accrue et une déforestation plus importante.

Pour plus d'informations :

- ENCO, 2021, Invisible hands? European corporations and the deforestation of the Amazon and Cerrado biomes
- GRAIN, 2021, L'alliance trouble de l'agro-industrie et de la grande finance est tout sauf « verte »
- Greenpeace, 2021, Destruction: certifiée
- WRM, 2022, 15 ans de REDD : un système fondamentalement vicié



Agriculture intelligente face au climat

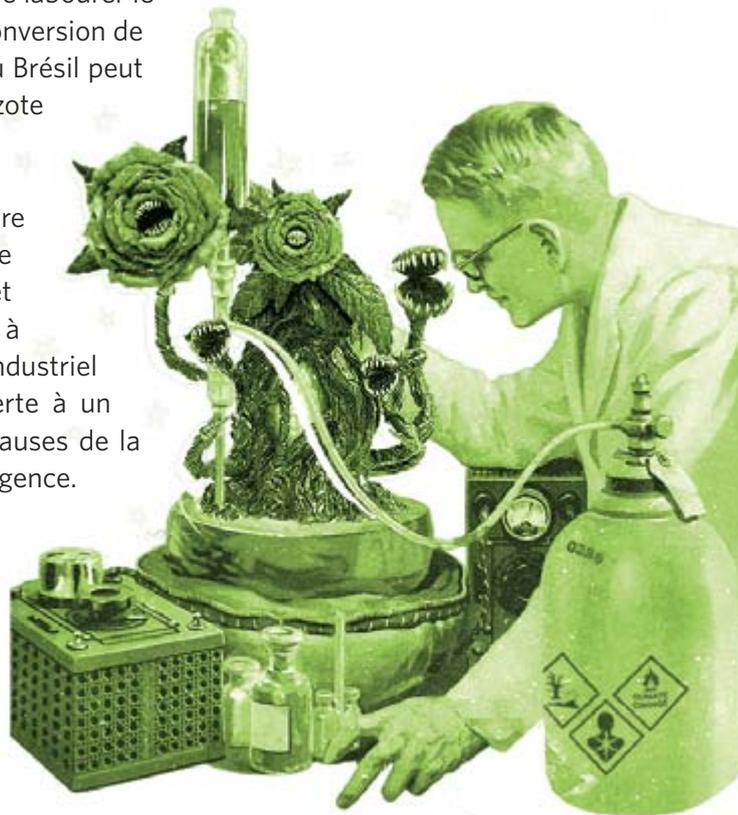
L'« agriculture intelligente face au climat » est une formule que les entreprises agro-industrielles ont inventée il y a une dizaine d'années pour combattre le soutien croissant à l'agroécologie dans les forums internationaux sur l'agriculture et le changement climatique. Les plus grandes entreprises d'engrais du monde ont littéralement propulsé ce concept auprès du grand public grâce à une énorme campagne de lobbying et la création d'une alliance mondiale de multinationales, de gouvernements et d'agences multilatérales, telles que la Banque mondiale et la FAO.

Alors que l'agroécologie suppose une transformation majeure qui s'éloigne du modèle de l'agriculture industrielle, l'« agriculture intelligente face au climat » englobe toute pratique qui peut prétendre réduire les émissions de gaz à effet de serre et évite délibérément de prendre en compte les répercussions plus générales de l'agriculture industrielle. Il peut donc être « intelligent face au climat » d'utiliser des engrais azotés très polluants, car ils augmentent les rendements et réduisent donc les pressions conduisant à un développement de l'agriculture dans les forêts. Il peut être « intelligent face au climat » de traiter un champ avec des herbicides toxiques pour éviter de labourer le sol et de libérer du carbone dans l'atmosphère. La conversion de pâturages en plantations de soja en Argentine ou au Brésil peut être « intelligente face au climat », car le soja fixe l'azote et ne nécessite pas d'engrais azotés.

Le label « intelligent face au climat » peut être appliqué à pratiquement toutes les pratiques de l'agriculture industrielle, qu'il s'agisse de pesticides et d'engrais chimiques, de systèmes d'irrigation goutte à goutte, de monoculture à grande échelle, d'élevage industriel ou d'OGM. C'est pourquoi il donne une image verte à un modèle d'agriculture qui est l'une des principales causes de la crise climatique et qui doit être remplacé de toute urgence.

Pour plus d'informations :

- CIDSE, 2014, « L'agriculture intelligente face au climat » : les habits neufs de l'Empereur ?
- Groupe ETC, Heinrich Böll Stiftung, 2015, Outsmarting Nature: Synthetic Biology and Climate Smart Agriculture
- GRAIN, 2015, Les Exxons de l'agriculture



Agriculture 4.0

La « quatrième révolution industrielle » ou « industrie 4.0 » est un concept concocté par les élites du [Forum économique mondial](#) pour décrire les changements apportés par les nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, l'édition génomique et la robotique avancée. L'« agriculture 4.0 » fait référence aux changements révolutionnaires que ces technologies pourraient avoir dans l'agriculture.



Jusqu'à présent, pour la plupart des producteurs et productrices d'aliments, les impacts sont loin d'être révolutionnaires. Si les engins de haute technologie, comme les drones, les tracteurs sans conducteur ou les robots peuvent aider les grandes exploitations à augmenter leur production et à se développer, elles sont trop chères pour les petites exploitations et ne sont pas conçues pour elles. Les nouvelles technologies constituent une menace pour l'emploi rural, car elles cherchent à remplacer une part importante de la main-d'œuvre agricole. L'« agriculture 4.0 » repose également sur une infrastructure numérique qui, conjointement avec sa chaîne d'approvisionnement, est responsable d'une empreinte [environnementale catastrophique](#), en particulier [dans les pays du Sud](#).

Les plateformes agricoles numériques de l'agrobusiness et de grandes entreprises technologiques, comme Microsoft, offrent également peu d'avantages à la petite agriculture. Les petites fermes sont généralement situées dans des zones dépourvues de services de vulgarisation et ne peuvent pas se permettre les coûteuses technologies de collecte de données utilisées par les plateformes numériques. Les programmes sont généralement conçus pour les monocultures à grande échelle et les exploitations industrielles. Sans données de haute qualité, les plateformes numériques ne sont pas en mesure de fournir des conseils et des informations de qualité aux petits agriculteurs et agricultrices, en particulier à ceux et celles qui pratiquent l'agroécologie, produisent des cultures diversifiées, travaillent avec des races de bétail indigènes et plantent des semences locales. Mais les grandes entreprises ont d'autres raisons de promouvoir l'agriculture numérique. Les plateformes numériques, lorsqu'elles sont combinées avec des systèmes de monnaie numérique (via les téléphones portables), offrent la possibilité d'intégrer des millions de petits agriculteurs et agricultrices dans des réseaux numériques contrôlés de manière centralisée, pour les encourager - voire les obliger - à acheter un certain type de produit fourni par les entreprises (semences génétiquement modifiées, pesticides, herbicides, machines), condition souvent préalable à l'accès à l'assurance rurale et aux services financiers. Dans l'agriculture, la « révolution » finit donc par favoriser la captation de milliers d'hectares de terres gérées par l'agriculture familiale, pour fournir quelques produits agricoles bon marché aux multinationales agroalimentaires.

Le terme « agriculture 4.0 » a pour but de faire oublier l'important combat politique autour des nouvelles technologies. Les technologies et plateformes numériques pourraient être conçues de façon à soutenir les personnes qui produisent et travaillent dans le secteur alimentaire à petite échelle, et à renforcer la souveraineté alimentaire, et de nombreuses initiatives tentent de le faire. Mais la plupart des technologies et des plateformes numériques dans l'agriculture sont aujourd'hui contrôlées par des multinationales qui profitent de l'exploitation des populations ouvrières et agricoles, et s'accompagnent d'un accaparement de leurs données. Il est important que les mouvements qui défendent la souveraineté alimentaire nouent des alliances avec les mouvements luttant pour la justice numérique afin de contester la concentration croissante du pouvoir des entreprises dans les systèmes agroalimentaires.

Pour plus d'informations :

- ETC Group 2018, [Blocking the chain. Industrial food chain concentration.. Big data platforms and food sovereignty solutions](#)
- GRAIN, 2021, [Contrôle numérique : comment les Big Tech se tournent vers l'alimentation et l'agriculture \(et ce que cela signifie\)](#)
- GRAIN, 2022, [The digitalisation of land: more data, less land](#)

Agriculture régénérative

L'agriculture régénérative est un terme qui peut signifier différentes choses pour différentes personnes. Contrairement à l'agriculture biologique ou à l'agroécologie, qui reposent sur des règles ou des principes convenus et qui n'utilisent ni intrants chimiques ni OGM, l'agriculture régénérative peut désigner toute pratique qui prétend améliorer la santé des sols : c'est pourquoi le terme est devenu si populaire auprès des grandes entreprises agroalimentaires et agro-industrielles au cours des dernières années.

De grandes entreprises alimentaires, telles qu'[ADM](#), [Cargill](#), [Danone](#) et [Nestlé](#), poursuivent des programmes d'agriculture régénérative dans le cadre de leurs initiatives climatiques. D'autres instances dirigées par les entreprises, comme la [Food and Land Use Coalition](#) et le [Forum économique mondial \(WEF\)](#), soutiennent des programmes similaires. Tous ces programmes visent à encourager les agriculteurs et agricultrices à modifier leurs pratiques agricoles de manière à réduire l'utilisation d'engrais chimiques et/ou à reconstituer le carbone des sols. Mais les entreprises n'investissent pas beaucoup de leur propre argent dans ces programmes. La contribution annuelle de Danone est égale à une [journée de chiffre d'affaires](#). Le soutien très médiatisé de Nestlé à l'agriculture régénérative ne représente qu'un maigre 1,5 % de ce que l'entreprise verse à ses actionnaires en dividendes chaque année. Les agriculteurs et agricultrices devront couvrir les coûts de mise en œuvre de ces nouvelles pratiques, que les entreprises utilisent pour justifier le maintien de leurs émissions.

Les sociétés agro-industrielles utilisent également l'agriculture régénérative pour se vendre auprès des investisseurs financiers. Les sociétés financières qui achètent des terres agricoles, par exemple, annoncent que leurs immenses exploitations industrielles seront « régénératives » - ceci pour attirer l'argent des fonds de pension. La société brésilienne de production de soja [SLC Agrícola](#) est responsable d'une déforestation massive, mais elle a récemment levé 95 millions de dollars sur les marchés financiers pour acheter de nouveaux tracteurs économes en carburant, des « engrais verts » et diverses technologies numériques dans le cadre de son programme d'agriculture régénérative.

Le terme d'agriculture régénérative a été si bien récupéré par les entreprises qu'il vaut probablement mieux l'éviter lorsqu'il s'agit de décrire des pratiques agricoles basées sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.

Pour plus d'informations :

- [GRAIN, 2021, *L'alliance trouble de l'agro-industrie et de la grande finance est tout sauf « verte »*](#)
- [IATP, 2021, *Emissions impossible Europe: How Europe's big meat and dairy are heating up the planet*](#)

Agriculture carbone



L'utilisation intensive de produits chimiques dans l'agriculture industrielle a détruit de grandes quantités de matière organique du sol au fil des ans et a ainsi libéré des millions de tonnes de carbone dans l'atmosphère. Aujourd'hui, avec la croissance du **marché des compensations carbone**, les entreprises responsables de cette destruction défendent des programmes visant à reconstituer le carbone dans les sols par le biais de ce qu'elles appellent « l'agriculture carbone ».

Les agriculteurs et agricultrices s'inscrivent en ligne à des programmes d'agriculture carbone et commencent à appliquer des pratiques censées accumuler du carbone dans leurs sols, principalement en plantant des cultures de couverture et en pulvérisant des herbicides au lieu de labourer leurs champs. Après un certain nombre d'années, on les rémunère en fonction de la quantité de carbone estimée avoir été stockée dans leurs sols. Presque toutes les plus grandes entreprises agro-industrielles – telles que Bayer, Yara, Cargill – ont lancé ou rejoint des initiatives

d'agriculture carbone dans des pays dominés par l'agriculture industrielle à grande échelle, comme les États-Unis, le Brésil, l'Australie et la France. Non seulement elles obtiennent une part sur la vente des crédits carbone, mais elles utilisent également ces programmes pour inscrire les agriculteurs et agricultrices sur leurs plateformes numériques où elles peuvent les encourager à acheter des semences, des pesticides et des engrais.

Ces programmes d'agriculture carbone présentent des défauts majeurs. Tout d'abord, ils génèrent des compensations que les entreprises achètent pour éviter de devoir réduire leurs propres émissions. Mais même en laissant de côté ce problème fondamental, tout programme de compensation doit, au minimum, garantir une élimination permanente du carbone de l'atmosphère. Les programmes d'agriculture carbone ne prévoient pas de mécanisme pour conserver le carbone dans le sol au-delà de dix ans alors qu'il doit être stocké pendant au moins 100 ans pour avoir un impact significatif sur le réchauffement climatique. Les programmes de compensation doivent également prouver qu'ils séquestrent du carbone qui ne serait pas séquestré autrement, et les absorptions doivent s'ajouter à celles qui existent déjà. Mais les agriculteurs et agricultrices adoptent des pratiques qui accumulent constamment du carbone dans leurs sols pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les compensations, et il existe certainement d'autres moyens de les encourager à le faire. Il y a ensuite le problème des calculs. Il n'existe aucun moyen rentable et précis d'évaluer la quantité de carbone réellement séquestrée grâce aux programmes d'agriculture carbone, et ces programmes ne tiennent pas compte de la totalité des émissions générées sur l'exploitation.

Oui, il est nécessaire d'avoir des programmes qui aident les agriculteurs et agricultrices à reconstituer le carbone dans leurs sols et ces programmes devraient bénéficier d'un soutien public. Mais l'agriculture carbone n'est pas la voie à suivre pour y parvenir.

Pour plus d'informations :

- ECVC, 2022, [L'agriculture carbone : un « nouveau modèle d'affaire »... pour qui ?](#)
- GRAIN, 2022, [De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone](#)
- IATP, NFCC, 2020, [Why carbon markets won't work for agriculture](#)

Bioéconomie

La bioéconomie repose sur les plantes et d'autres ressources biologiques pour produire des matériaux, des produits chimiques et de l'énergie. On peut citer comme exemples les médicaments et les cosmétiques basés sur la biodiversité développés par les sociétés pharmaceutiques, les usines qui brûlent des copeaux de bois pour produire de l'électricité, les bus qui fonctionnent à l'éthanol à base de canne à sucre, ou encore les bouteilles en plastique à base d'amidon de maïs. Les entreprises utilisent déjà un quart de toute la biomasse, souvent avec un impact dévastateur sur l'environnement, mais des études indiquent que jusqu'à 60 % des intrants physiques nécessaires à l'économie mondiale pourraient être produits biologiquement. Les partisans de cette voie soutiennent que la bioéconomie est meilleure pour le climat, car elle est basée sur des ressources renouvelables.



Pourtant, le terme « bioéconomie » pourrait s'appliquer à la plupart des communautés rurales. Alors que les entreprises ne s'intéressent aux palmiers à huile que pour la production d'huile de palme et d'aliments pour animaux, les communautés d'Afrique occidentale et centrale, d'où sont originaires les palmiers à huile, utilisent chaque partie de la plante, des racines aux branches, pour produire toutes sortes de choses, des vins aux soupes, en passant par des savons et des pommades, des médicaments traditionnels et des aliments pour animaux, et même toute une gamme de textiles et de matériaux de construction. Les multinationales agro-industrielles, cependant, ont une conception très particulière de la bioéconomie. Elles y voient un moyen de développer d'autres marchés pour les produits de base agricoles – comme le maïs, le soja, l'huile de palme – en utilisant de nouvelles technologies brevetées comme la biologie synthétique, les nanotechnologies ou l'édition génomique. Les géants de l'huile de palme, par exemple, travaillent avec des sociétés énergétiques pour promouvoir et produire à partir de cette huile des carburants destinés à l'aviation. Cela conduit déjà en ce moment à une expansion des plantations de palmiers à huile au Brésil et en Asie du Sud-Est.

Dans le cadre de la bioéconomie, les biocarburants tentent de faire un retour en force. Présentée il y a plus d'une décennie comme une alternative aux carburants fossiles et une source d'« énergie verte » capable de lutter contre le changement climatique, l'expansion de la monoculture pour produire du biodiesel et de l'éthanol a rapidement suscité des inquiétudes en raison de la concurrence pour les terres arables utilisées pour produire de la nourriture et du carburant, et de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Il est devenu évident que si l'échelle et l'intensité du modèle de production alimentaire n'étaient pas changées radicalement, l'énergie issue des biocarburants ne pourrait pas être considérée comme renouvelable.

En transformant la biomasse et la biodiversité en produits de base pour les pays du Nord, le discours de l'agrobusiness sur la bioéconomie renforce l'accaparement des terres et aggrave les dommages écologiques, en particulier dans les pays et territoires du Sud abritant une riche biodiversité (où se trouve 86 % de la biomasse mondiale).

Pour plus d'informations :

- BMBF Junior Research Group, 2020, *Bioeconomy and Global Inequalities Socio-Ecological Perspectives on Biomass Sourcing and Production*.
- ETC Group, 2014, *Méfiez-vous de la bioéconomie et Animation vidéo sur la biologie synthétique*
- Genetic Literacy Project, *Global gene editing Regulation Tracker*
- HEÑÓI, Stay Grounded, Biofuelwatch & Global Forest Coalition, 2022, *Biofuels case study: Omega Green*



Finance verte

La « finance verte » désigne des instruments financiers, comme des obligations et des fonds d'investissement, qui sont basés sur des critères sociaux et environnementaux. Les critères, dits environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), sont volontaires et sont définis et supervisés par les sociétés financières elles-mêmes. Bien que la « finance verte » soit encore un marché relativement restreint – elle ne représente que 1 700 milliards de dollars sur les 118 000 milliards de dollars du capital financier mondial total en 2020 –, elle connaît une croissance rapide. La Banque mondiale estime que le marché des « obligations vertes », l'un des principaux instruments de la « finance verte » atteindra 100 milliards de dollars dans les « pays émergents » au cours des trois prochaines années et 10 000 milliards de dollars d'ici 2030.

Les sociétés financières utilisent la « finance verte » dans le cadre d'un effort plus vaste visant à affirmer leur contrôle sur les investissements publics croissants dans les infrastructures et d'autres projets et services qui répondent à la crise climatique et à d'autres problèmes environnementaux. La « finance verte » est un moyen de faire supporter les risques et une grande partie des coûts aux gouvernements (c'est-à-dire aux populations), tandis que les sociétés financières tirent les bénéfices et déterminent comment l'argent est investi.

Les prêts bancaires verts et les prêts sur le marché des capitaux deviennent subordonnés à un projet « durable » déjà existant ou à la réalisation d'objectifs environnementaux et sociaux. Appliquée aux systèmes alimentaires, la « finance verte » est liée à la production de denrées agricoles à grande échelle et aux « **solutions fondées sur la nature** ».

Avec aux manettes de grandes sociétés financières comme BlackRock, il n'est pas surprenant que la « finance verte » qui envahit le secteur de l'agriculture aille principalement à des multinationales agro-industrielles afin de développer la production de denrées agricoles (production agricole certes désormais qualifiée de « **régénérative** », « **intelligente face au climat** » ou « **zéro déforestation** »). Avec la « finance verte », Wall Street a l'intention de se servir de la « nature » comme d'un moyen d'équilibre pour l'émission de dette, en étendant son contrôle sur les multinationales agroalimentaires, foncières ou exploitant les ressources naturelles. Aucun critère ESG ne peut modifier radicalement cette situation ; nous avons besoin que les financements et les investissements soient sous contrôle public et communautaire et hors des mains des grandes sociétés financières et des entreprises agro-industrielles auxquelles ils sont alloués.

Pour plus d'informations :

- Daniela Gabor, *The Guardian*, 4 juin 2021, « Private finance won't decarbonise our economies – but the 'big green state' can »
- GRAIN, 2021, L'alliance trouble de l'agro-industrie et de la grande finance est tout sauf « verte »
- Grupo Carta de Belém, 2022, Brasil na Retomada Verde: integrar para entregar (en portugais)



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

Retrouvez la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web : <https://www.grain.org/fr>

GRAIN

Casanova 118, escalera dcha. 1ºB, 08036 Barcelone, Espagne

Tél: +34 93 301 1381

Email: grain@grain.org